

**ROYAUME DU MAROC**

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU  
TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE**

**MINISTERE DE  
L'INTERIEUR**

**DIRECTION DES ROUTES  
Direction Provinciale de Taounate**

**REGION FES-MEKNES**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N° : 18/RFM/2017**

**Objet :**

**Travaux d'Elargissement et renforcement de la RP5304 du PK 0+000 au Pk  
15+000**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Article 1 : Objet du règlement de la consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

**Travaux d'Elargissement et renforcement de la RP5304 du PK 0+000 au Pk  
15+000**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

**Article 2 : Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est :

Le Conseil Régional FES-MEKNES.

Le maître d'ouvrage délégué est :

La Direction Provinciale de l'Equipelement du Transport et de la Logistique de Taounate.

**Article 3 : Conditions requises des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

**1-**Peuvent valablement participer et être attributaires du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglées les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

**2-** Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité, selon le cas ;

- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

#### **Article 4 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

##### **A- Un dossier administratif comprenant :**

###### **1- Au moment de la présentation des offres :**

- a-** La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique comportant les indications précisées à l'article 26 du décret n° 2-12-349 précité ;
- b-** L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu.
- c-** Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité ;

###### **2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 précité:**

- a-** La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
- b-** L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an (par rapport à sa date de production) certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c-** L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale de la CNSS délivrée depuis moins d'un an (par rapport à sa date de production) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;
- d-** Le certificat d'immatriculation au registre de commerce (Modèle 9) ;

**N.B : Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des pièces visés aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance ou le cas échéant une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents sont produits.**

##### **B- Un dossier technique comprenant :**

###### **a- Les entreprises installées au Maroc**

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du certificat de qualification et de classification :

	SECTEUR	CLASSE	QUALIFICATIONS EXIGEES
<b>Ancien système</b>	<b>2</b>	1	2-1 et 2-12 et 2-2 ou 2.14
<b>Nouveau système</b>	<b>B</b>	1	B1 et B3 et B5

###### **b- les entreprises non installées au Maroc**

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

- L'entreprise doit avoir réalisé avec satisfaction au cours des cinq dernières années, au moins deux marchés de nature et importance similaires, et devra présenter des attestations délivrées par les hommes de l'art ou par les maîtres d'ouvrages ; chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;
- La liste du personnel d'encadrement ; ce personnel devra être constitué au moins de deux ingénieurs et deux techniciens; les copies des diplômes des cadres et techniciens concernés avec les pièces justifiant leur emploi par l'entreprise seront joints au dossier ;

**NB** : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25-II du décret n° 2-12-349 précité.

### **C/ DOSSIER ADDITIF**

- a) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet ;
- b) Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages ;

### **Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Les plans et les documents techniques ;
- Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
- Le bordereau des prix détail estimatif ;
- Le bordereau des prix pour approvisionnement ;
- Le modèle du cadre du sous détail des prix ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

### **Article 6 : Modification dans le dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité.

### **Article 7 : Répartition en lots**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

### **Article 8 : Retrait des dossiers d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Il peut être également envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leur frais et à leur risque et périls. Les concurrents peuvent aussi le télécharger à partir du portail des marchés de l'Etat : [www. Marchespublics.gov.ma](http://www.Marchespublics.gov.ma).

### **Article 9 : Information des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'ouverture des plis.

### **Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents**

#### **1- Contenu des dossiers des concurrents :**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (cf. article 4-A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (cf. article 4-B ci-dessus) ;
- Un dossier additif précité (cf. article 4-C ci-dessus) ;
- L'offre financière comprenant :

- a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

- b- le bordereau des prix et le détail estimatif.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

#### **2- Présentation des dossiers**

Les dossiers seront présentés conformément aux dispositions de l'article 29 du Décret n° 2-12-349 précité

2.1- le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;

- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2.2- Ce pli contient deux enveloppes distinctes:

- a) la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif, technique et additif, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif, technique et additif";
- b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

2.3- Les deux (2) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

### **Article 11 : Dépôt des plis des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

### **Article 12 : Retrait des plis**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

### **Article 13 : Délai de validité des offres**

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

#### **Article 14 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents**

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Les concurrents non installés au Maroc doivent justifier avoir réalisé et mener à bien au moins un projet de nature, d'importance et de complexité similaires à celui objet de l'appel d'offres.

#### **Article 15 : Critères d'évaluation des offres**

Les offres sont examinées conformément aux dispositions de l'article 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière : Sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité.

#### **Article 16 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale**

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° 2-12-349, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de Quinze pour cent (15 %).

En cas de groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et rappelé à l'article 10 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **Article 17 : Monnaie pour les prix des offres – Langues de rédaction des pièces du dossier**

Conformément au paragraphe 3 de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 précité, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, les prix de son offre doivent être formulés et exprimés en euros ou en dollars américain.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 précité, la langue dont laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française.

<p>Le Directeur provincial de l'Équipement du Transport et de la Logistique de Taounate</p> <p><i>Signé: RAHDOUNI Fouzi</i></p> <p><i>24 MAI 2017</i></p>	<p>Le Président de la Région FES-MEKNES</p> <p><i>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</i></p> <p><i>Abderrazzak MOUMNI</i></p>
<p>Le soumissionnaire Lu et Accepté (mention manuscrite)</p>	